



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉE

845/846/JPR/YL

Arrêté du 20 septembre 2024 portant mise en demeure à la société GALVA HILD de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Jebnheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles 9 et 13 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment l'article 60 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2002 portant autorisation d'exploiter à la société GALVA HILD à Jebnheim ;
- VU** le rapport du 4 mars 2024 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées;

Considérant que lors de l'inspection du 29 février 2024 et de l'examen des documents associés l'inspection a pu constater :

- l'absence de représentation graphique des avaloirs et regards de puits perdu où doivent être positionnés les tampons d'obturation en cas d'incendie, en non-conformité aux dispositions de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- les différences altimétriques entre les zones assurant le confinement des eaux d'extinction, ne permettant pas d'assurer que l'ensemble des volumes de confinement identifiés puissent être mobilisés en cas d'incendie., en non-conformité aux

- dispositions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2002 susvisé ;
- l'absence dans la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des obturateurs devant être mis en place afin d'assurer le confinement des eaux d'extinction, en non-conformité aux dispositions de l'article 15.6 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2002 susvisé ;
 - l'absence de garantie de mise en œuvre du système de confinement par tout temps, la localisation des tampons d'obturation dans des zones susceptibles être directement exposées à des flux thermiques, le délai de mise en œuvre du confinement supérieur à 1 heure, l'inefficacité des tampons d'obturation en place et l'absence de confinement de l'ensemble des eaux d'extinction, en non-conformité aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;
 - l'absence de consignes relatives aux modalités d'intervention en cas de situation accidentelle, notamment vis-à-vis de la mise en place du confinement des eaux d'extinction, en non-conformité aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé.

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine».*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société GALVA HILD, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est rue de la 5ème DB, 68320 Jebnheim, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 :

- **Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :

« L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] »

- *le plan des réseaux et installations de confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation [...] »*

Article 3 :

- **Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2002 susvisé :

« Afin d'assurer le confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident, l'exploitant garantira la disponibilité des volumes suivants (forme des terrains) :

- 636 m² côté ouest de la rue de la 5^{ème} DB*
- 256 m² côté est de la rue de la 5^{ème} DB. [...]*

Les dispositions de cet article pourront être communes avec la société TOLERIE — EMAILLERIE HILD. »

Article 4 :

- Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 15.6 de l'arrêté Préfectoral du 9 janvier 2002 susvisé :

« L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des installations, c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement les placerait en situation dangereuse ou susceptible de le devenir, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle. [...]

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites. »

Article 5 :

- Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé :

« L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. [...]

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »

Article 6 :

- Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 13 de l'arrêté Ministériel du 30 juin 2006 susvisé :

« Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : [...]

- les modalités d'intervention en cas de situations [...] accidentelles ; [...] »

Article 7 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 8 :

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 9 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 20 septembre 2024

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD